Compte rendu de séance
Séance du 6 Novembre 2017

L' an 2017 et le 6 Novembre à 18 heures , le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué , s' est réuni au nombre prescrit par la loi , dans le lieu habituel de ses séances ,Salle du conseil municipal sous la présidence de
POTEAU Christian Maire

Présents : M. POTEAU Christian, Maire, Mmes : BEAUVALLET Anne, BERNIER Magali, NORET Marie-Christine, TESTA-MARTIN Sophie, VOTIER Francine, MM : DO NASCIMENTO Marc, FEUILLETIN Erwan, GOGOT Bernard, ROGER Pascal, ROL MILAGUET Philippe, ROMERO DE AVILA Matéo

Absent(s) ayant donné procuration : Mme PICQUE Isabelle à Mme TESTA-MARTIN Sophie, M. MARTIN Thierry à Mme NORET Marie-Christine

Absent(s) : M. LACHENAIT Didier

Nombre de membres

- Afférents au Conseil municipal : 15
- Présents : 12

Date de la convocation : 30/10/2017

Date d'affichage : 30/11/2017

A été nommé(e) secrétaire : M. FEUILLETIN Erwan

Objet(s) des délibérations

SOMMAIRE

Approbation du compte rendu municipal du 4 septembre 2017 - 51-2017
Décision modificative pour changement d'imputation budgétaire n°1 - 52-2017
Décision modificative pour changement d'imputation budgétaire n°2 - 53-2017
Décision modificative pour changement d'imputation budgétaire n°3 - 54-2017
Création d'un poste de conseiller municipal délégué - 55-2017
FIXATION DU MONTANT DES INDEMNITES AUX ELUS - 56-2017
Délibération pour autorisation d'encaissement de chèque suite à des dégradations ou pour des dons - 57-2017
Désaffectation et déclassement d'un délaissé de voirie - Cession de la parcelle cadastrée F n°938 et F n°941 - 58-2017

Mise à disposition du personnel - 59-2017

Approbation du projet du périmètre du Syndicat Mixte des Vallées de la Brie et de ses statuts - 60-2017

Désignation des membres du Syndicat Mixte des Vallées de la Brie et de ses statuts - 61-2017

Indemnité de conseil - 62-2017

Convention de mise à disposition de la bibliothèque du Châtelet-en-Brie - 63-2017

Approbation du compte rendu municipal du 4 septembre 2017

réf : 51-2017

Après en avoir délibéré, le conseil municipal approuve, à l'unanimité, le compte rendu de la séance du conseil municipal du 4 septembre 2017.

A l'unanimité (pour : 14 contre : 0 abstentions : 0)

Décision modificative pour changement d'imputation budgétaire n°1

réf : 52-2017

Monsieur le maire explique aux membres du Conseil qu'il y a lieu d'ajuster certains articles en dépenses de fonctionnement, des crédits insuffisants ont été ouverts à plusieurs d'entre eux,

Considérant qu'il y a lieu pour le bon fonctionnement du budget d'ajuster plusieurs articles,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Décide les mouvements suivants :

Augmente les crédits aux articles suivants :

- 60612 "Energie-électricité" : + 2000 €

- 611 "Contrat de prestations de services" + 2000 €

- 615221 " Entretien et réparation bâtiments publics" : + 13460.92€

Diminue les crédits au chapitre 22, dépenses imprévues d'un montant de :

- 17460.92 €

A l'unanimité (pour : 14 contre : 0 abstentions : 0)

Décision modificative pour changement d'imputation budgétaire n°2

réf : 53-2017

Le Maire explique qu'il est nécessaire d'ouvrir des crédits supplémentaires sur le budget M14 en section d'investissement pour l'emprunt concernant la réhabilitation de la ferme de la façon suivante :

Crédit à ouvrir : section d'investissement - dépenses

Chapitre 20, article 2031 : Frais d'études + 300 000 €

Crédit à réduire : section d'investissement - recettes

Chapitre 16 emprunt : - 300 000,00 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité d'accepter les modifications budgétaires du Budget 2017 de la commune telles que proposées ci-dessus.

A l'unanimité (pour : 14 contre : 0 abstentions : 0)

Décision modificative pour changement d'imputation budgétaire n°3

réf : 54-2017

Le maire explique que suite à la dissolution du CCAS, il demande de bien vouloir intégrer par délibération modificative le résultat de fonctionnement 002 de la commune pour 9 291,93 €.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide que l'excédent de fonctionnement du CCAS 2016 est intégré à l'excédent de fonctionnement reporté du budget Primitif 2017 de la commune (R002) pour un montant de 9291.93 €.

A l'unanimité (pour : 14 contre : 0 abstentions : 0)

Création d'un poste de conseiller municipal délégué

réf : 55-2017

Vu l'article L2122-18 permettant au Maire de déléguer par arrêté une partie de ses fonctions aux adjoints et aux conseillers municipaux,

Vu la loi du 13 Aout 2004 relative aux lois et responsabilités locales qui permet aux conseillers municipaux de recevoir des délégations de fonctions dès lors que chaque adjoint est titulaire d'une ou plusieurs délégations

Considérant que les domaines d'intervention à déléguer représentent une charge de travail importante et nécessite une présence régulière sur le terrain,

Monsieur le Maire propose la création d'un poste de conseiller délégué.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, le conseil municipal a procédé au vote à bulletin

secret,

Après en avoir délibéré, le dépouillement a donné les résultats suivants :

- Sont candidats : M. GOGOT Bernard

o Nombre de votants : 14

o Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 14

o Nombre de voix pour : 14

o Nombre de voix contre : 0

o Nombre de bulletins blancs : 0

o **Nombre de suffrages exprimés : 14**

Le Conseil Municipal, avec 14 voix pour :

- **DESIGNE M. GOGOT Bernard**, conseiller municipal délégué, en charge de :

- la gestion et organisation des fêtes et animations de la commune.

- la gestion des locaux associés aux événements.

De même, il sera chargé d'assister aux réunions techniques sur la commune sur demande du maire, M. Poteau.

A l'unanimité (pour : 14 contre : 0 abstentions : 0)

FIXATION DU MONTANT DES INDEMNITES AUX ELUS

réf : 56-2017

Vu la délibération n°2014-26 en date du 10/04/2014, le conseil municipal a décidé de fixer les indemnités du Maire et des Adjoints,

Vu les articles L2123-20 à L2123-24-1 du Code Général des collectivités territoriales,

Vu l'article L2123-20 du CGCT qui fixe le taux maximum des indemnités de fonction des maires, adjoints et conseillers municipaux,

Vu le procès-verbal de la séance d'installation du Conseil Municipal en date du 29/03/2014 constatant l'élection du maire et de six adjoints,

Vu la délibération n°2017-055 désignant Monsieur Gogot Bernard conseiller municipal délégué,

Vu la loi n°2015-366 du 31/03/2015 visant à faciliter l'exercice des mandats locaux,

Considérant qu'il appartient au conseil municipal de déterminer les taux des indemnités des élus locaux pour l'exercice de leurs fonctions, dans la limite des taux maximum fixés par la loi,

Considérant que pour une commune de 500 à 999 habitants, le taux maximal de l'indemnité du maire en pourcentage de l'indice brut terminal 1017 de l'échelle indiciaire de la fonction publique ne peut dépasser 31%,

Considérant que pour une commune de 500 à 999 habitants, le taux maximal de l'indemnité d'un adjoint en pourcentage de l'indice brut terminal 1017 de l'échelle indiciaire de la fonction publique ne peut dépasser 8.25 %,

M. le maire propose qu'à compter du 1 décembre 2017, le montant des indemnités de fonction du maire et des adjoints titulaires d'une délégation est, dans la limite de l'enveloppe définie ci-dessus, fixé aux taux suivants :

- Maire : 29 % de l'indice 1017 ;
- 1er adjoint : 6.25 % de l'indice brut 1017
- 2ème adjoint : 6.25 % de l'indice brut 1017
- 3ème adjoints : 6.25 % de l'indice brut 1017
- 4ème adjoints : 6.25 % de l'indice brut 1017

Pour les 3 Conseillers délégués : en raison d'une charge de travail différente, il est proposé de différencier le pourcentage de l'indice brut :

Mme NORET : 3.30 % de l'indice brut 1017

M. MARTIN : 1.65 % de l'indice brut 1017

M. FEUILLETIN : 1.65 % de l'indice brut 1017

M. GOGOT : 3.30 % de l'indice brut 1017

Après en avoir délibéré, avec 13 voix pour et 1 voix contre, le conseil municipal :

- De fixer à compter du 1 décembre 2017, le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions du maire, des adjoints et des conseillers délégués,
 - D'inscrire les crédits nécessaires au budget communal, les indemnités de fonction sont payées mensuellement et revalorisées en fonction de la valeur du point d'indice des fonctionnaires,
 - De transmettre au représentant de l'Etat la présente délibération et d'y annexer le tableau récapitulatif ci-joint.
- Précise que l'ensemble de ces indemnités ne dépasse pas l'enveloppe globale prévue aux articles L.2123-22 à L.2123-24 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Tableau récapitulatif l'ensemble des indemnités allouées
aux membres de l'assemblée délibérante au 1er décembre 2017
Annexé à la délibération**

FONCTION	NOM, PRENOM	MONTANT MENSUEL BRUT en euro au 01/12/2017	POURCENTAGE INDICE 1015
Maire	POTEAU Christian	1122.49	29%
1er adjoint	ROMERO DE AVILA	241.92	6.25%
2ème adjoint	TESTA MARTIN Sophie	241.92	6.25%
3ème adjoint	BERNIER Magali	241.92	6.25%
4ème adjoint	ROL MILAGUET Philippe	241.92	6.25%
Conseiller	M. MARTIN Thierry	63.87	1.65 %
Conseiller	M.FEUILLETIN Erwan	63.87	1.65 %
Conseiller	Mme NORET Marie-Christine	127.73	3.30 %
Conseiller	M. GOGOT Bernard	127.73	3.30 %

A l'unanimité (pour : 14 contre : 0 abstentions : 0)

**Délibération pour autorisation d'encaissement de chèque suite à des dégradations
ou pour des dons**

réf : 57-2017

Afin de simplifier les procédures, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré avec 14

voix pour, 0 contre et 0 abstention, **autorise** le Maire à encaisser dans le cadre de la régie :

- les chèques de remboursement suite à des sinistres sur du mobilier urbain
- les chèques de dons pour la commune émis au nom de la Commune de Machault.

Précise qu'un avenant à l'arrêté de régie sera établi.

A l'unanimité (pour : 14 contre : 0 abstentions : 0)

Désaffectation et déclassement d'un délaissé de voirie - Cession de la parcelle cadastrée F n°938 et F n°941

réf : 58-2017

Le Maire expose au Conseil Municipal qu'il a été saisi par Monsieur et Madame COZETTE en vue d'acquérir :

- un délaissé de voirie cadastré F n°938 pour 128m² :

La parcelle F n°938 est un délaissé de voirie sur l'emprise duquel aucune circulation automobile ni piétonne n'existe. Son aliénation ne porte donc pas atteinte aux fonctions de circulation et de desserte de la voie communale.

De plus, ce délaissé non aménagé est sans affectation publique compte tenu de sa configuration en forme de triangle.

En vertu de l'article L.141-3 du Code de la voirie routière, le déclassement est dispensé d'enquête publique lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie. C'est pourquoi l'enquête publique n'est pas nécessaire ici, le terrain concerné n'ayant aucune fonction de desserte ou de circulation.

Afin de permettre la réalisation du projet, la commune de Machault envisage de céder la parcelle référencée en pièce jointe sur le plan d'alignement de 128m² faisant partie de l'emprise du délaissé de voirie à déclasser pour un montant de 29 000€.

- La parcelle F n°941 pour 375 m².

Monsieur le maire informe le conseil municipal qu'il est nécessaire de modifier la délibération n°15-2017 pour la cession du terrain F941 pour une contenance de 375m².

Monsieur le maire informe que M. et Mme Cozette se sont portés acquéreurs du terrain.

Le terrain de l'ancien château d'eau de Machault a été cédé à la commune par le syndicat des eaux de Machault-Pamfou par délibération du 31 octobre 2014.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L2121-29

Vu le code de la voirie routière et notamment l'article L141-3

Pour la parcelle F n°938 : Le Conseil municipal, entendu l'exposé de Monsieur Le Maire et après en avoir délibéré, **à l'unanimité décide** :

- De constater la désaffectation matérielle de cette emprise, laquelle n'est dotée d'aucune fonction de desserte ou de circulation et son intégration dans le domaine privé de la commune, sous le numéro F n°938, en vue de son aliénation.

- De prononcer le déclassement du domaine public et de la voirie communale de l'emprise susmentionnée ;

- Donne une suite favorable à cette proposition pour un prix de vente de 29 000€

Pour la parcelle F n°941 Le Conseil municipal, entendu l'exposé de Monsieur Le Maire et après en avoir délibéré, **à l'unanimité décide** :

Considérant que ledit immeuble n'est pas susceptible d'être affecté à un service public communal,

Considérant que le bien fait partie du domaine privé de la commune,

Considérant l'estimation de ce terrain par les services des domaines

Considérant qu'en matière de cession pour une commune de moins de 2000 habitants, l'avis des domaines revêt un caractère officieux et laisse le consultant libre de négocier au mieux des intérêts,

- Donne une suite favorable à cette proposition pour un prix de vente de 86 000€

- D'autoriser le maire ou son représentant dûment habilité à cet effet à signer l'acte notarié à intervenir, dont les frais seront à la charge de l'acquéreur

Par conséquent, **le Conseil municipal décide à l'unanimité** des présents :

D'accepter ces cessions aux conditions sus indiquées ;

- Que le prix global pour les 2 parcelles, F n°938 et F n°941 est de 115 000€ qui feront l'objet d'un seul acte notarié.

- Que l'ensemble des frais, droits et émoluments afférents à cette affaire resteront à la charge des acquéreurs.

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents pour la cession de ces parcelles.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Melun dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire

A l'unanimité (pour : 14 contre : 0 abstentions : 0)

Mise à disposition du personnel

réf : 59-2017

Monsieur le Maire expose que la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de mise à disposition des fonctionnaires territoriaux prévoient que les fonctionnaires territoriaux peuvent faire l'objet d'une mise à disposition au profit des collectivités territoriales ou établissements publics en relevant. Les conditions de la mise à disposition sont précisées par une convention entre la collectivité et l'organisme d'accueil. La convention définit l'objet et la méthode de mise à disposition, les modalités de prêt des agents, des matériels et des services, les unités de main d'oeuvre mises à disposition, les coûts unitaires de fonctionnement et, in fine, les conditions de remboursement.

M. le maire propose 2 conventions de mise à disposition du personnel :

- Dans le cadre de la mutualisation vers la Communauté de Communes, la communauté de communes Brie des Rivières et Châteaux a besoin de pouvoir disposer d'un agent intercommunal (services administratif...) de manière temporaire ou régulière. Ces mises à disposition présentent un intérêt particulier dans le cadre de la bonne organisation des services de chacune des collectivités.

Il est proposé au conseil municipal de délibérer pour :

- Autoriser le Maire à signer ces conventions entre la Communauté de Communes Brie des Rivières et Châteaux et la commune de Machault.
- Se faire rémunérer par la communauté de communes Brie des Rivières et châteaux d'un coût horaire déterminé par le montant de la rémunération de l'agent et des charges afférentes.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, **décide à l'unanimité de CHARGER** le Maire de signer pour les agents concernés, la convention de mise à disposition de personnel avec la communauté de commune Brie des Rivières et châteaux

- Dans le cadre d'une aide pour la commune de Courquetaine se trouvant en sous-effectif au niveau administratif, il est proposé qu'un agent administratif de la commune de Machault soit mise en disponibilité pour renforcer le service.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Considérant :

- l'absence de moyens administratifs de *la commune de Courquetaine* qui ne permet pas la prise en charge des tâches administratives à effectuer,
- la possibilité de recourir ponctuellement à un agent de la commune de *Machault*,

Le Maire propose à son assemblée de l'autoriser à signer avec la commune de *Courquetaine* une convention de mise à disposition pour un adjoint administratif 2nd classe de la commune de *Machault* auprès de *Courquetaine* une convention précisant, conformément à l'article 4 du décret susvisé : « les conditions de mise à disposition, des fonctionnaires intéressés et notamment, la nature et le niveau hiérarchique des fonctions qui leur sont confiées, leurs conditions d'emploi, le remboursement de la rémunération et les modalités de contrôle et d'évaluation de leurs activités ».

Le projet de convention est soumis à l'avis préalable de la Commission Administrative Paritaire, par la commune de *Machault*.

L'accord écrit de l'agent mis à disposition y sera annexé.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, **décide à l'unanimité de CHARGER** le Maire de signer pour l'agent concerné, la convention de mise à disposition de personnel avec la mairie de *Courquetaine*.

A l'unanimité (pour : 14 contre : 0 abstentions : 0)

Approbation du projet du périmètre du Syndicat Mixte des Vallées de la Brie et de ses statuts

réf : 60-2017

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment les articles L5212-1 et suivants, L5212-27 et L5711-1 et suivants ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 mars 1963 portant constitution du « syndicat intercommunal des Rus de la Noue et du Châtelet » ;

Vu l'arrêté préfectoral n°74 BCCD 124 en date du 4 septembre 1974 portant création du « syndicat intercommunal pour l'aménagement et l'entretien du bassin du Ru d'Ancoeur » ;

Vu l'arrêté préfectoral 71-BCCD-013 du 21 janvier 1971 portant création du « syndicat intercommunal d'études pour l'aménagement de la vallée Javot » ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 84-DFEAD-4B-1 en date du 11 janvier 1984 portant transformation du « syndicat intercommunal d'études pour l'aménagement de la Vallée Javot » en syndicat de travaux ;

Vu l'arrêté préfectoral DFEAD-3B-2003 N°28 en date du 13 mars 2003 portant transformation du « syndicat intercommunal pour l'aménagement du Ru de la Vallée Javot » en syndicat mixte ;

Vu la délibération du 31 mai 2017 par laquelle le comité syndical du « syndicat intercommunal des Rus de Noue et du Châtelet » sollicite de fusionner avec le « syndicat intercommunal pour l'aménagement et l'entretien du Bassin du Ru d'Ancoeur » et le « syndicat mixte pour l'aménagement du Ru de la Vallée Javot » ;

Vu la délibération du 7 juin 2017 par laquelle le comité syndical du « syndicat intercommunal pour l'aménagement et l'entretien du Bassin du Ru d'Ancoeur » sollicite de fusionner avec le « syndicat intercommunal des Rus de la Noue et du Châtelet » et le « syndicat mixte pour l'aménagement du Ru de la Vallée Javot » ;

Vu la délibération du 21 juin 2017 par laquelle le comité syndical du « syndicat mixte pour l'aménagement du Ru de Vallée Javot » sollicite de fusionner avec le « syndicat intercommunal des Rus de Noue et du Châtelet » et le « syndicat intercommunal pour l'aménagement et l'entretien du Bassin du Ru d'Ancoeur » ;

Vu le projet de statuts proposé en annexe ;

Considérant que la fusion des trois syndicats considérés traduit la volonté de regroupement des syndicats de rivières agissant sur le périmètre des bassins versants des cours d'eau affluents en rive droite de la Seine ;

Considérant l'objectif de rationalisation des structures syndicales ;

Considérant la nécessité de constituer un syndicat disposant de moyens humains, techniques et financier suffisants pour coordonner les actions au sein d'un bassin hydrographique cohérent ;

Vu l'arrêté préfectoral 2017/ DRCL/BCCCL/85 en date du 27 septembre 2017 portant projet de périmètre d'un syndicat mixte issu de la fusion du « syndicat intercommunal des Rue de la Noue et du Châtelet », du « syndicat intercommunal pour l'aménagement et l'entretien du bassin du Ru d'Ancoeur » et du « syndicat mixte pour l'aménagement du Ru de la vallée Javot » dont le nom devient le « syndicat mixte des Quatre vallées de la Brie »;

Considérant que la fusion pourra être prononcée par arrêté du représentant de l'État dans le département dès lors qu'elle aura recueilli l'accord de deux tiers au moins des organes délibérants des membres des syndicats inclus dans le projet de périmètre, représentant plu de la moitié de la population totale de ceux-ci, ou de la moitié au moins des même organes délibérants représentant les deux tiers de cette population;

Le conseil Municipal, entendu l'exposé de Monsieur le Maire et à l'unanimité des membres présents :

- Donne un avis favorable au projet de périmètre d'un syndicat mixte issu de la fusion du « syndicat intercommunal des Rue de la Noue et du Châtelet », du « syndicat intercommunal pour l'aménagement et l'entretien du bassin du Ru d'Ancoeur » et du « syndicat mixte pour l'aménagement du Ru de la vallée Javot » dont le nom devient le « syndicat mixte des Quatre vallées de la Brie »;
- Donne un avis favorable aux statuts du « syndicat mixte des Quatre vallées de la Brie ».

A l'unanimité (pour : 14 contre : 0 abstentions : 0)

Désignation des membres du Syndicat Mixte des Vallées de la Brie et de ses statuts

réf : 61-2017

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment les articles L5212-1 et suivants, L5212-27 et L5711-1 et suivants ;

Vu l'arrêté préfectoral 2017/ DRCL/BCCCL/85 en date du 27 septembre 2017 portant projet de périmètre d'un syndicat mixte issu de la fusion du « syndicat intercommunal des Rue de la Noue et du Châtelet », du « syndicat intercommunal pour l'aménagement et l'entretien du bassin du Ru d'Ancoeur » et du « syndicat mixte pour l'aménagement du Ru de la vallée Javot » dont le nom devient le « syndicat mixte des Quatre vallées de la Brie »;

Vu la délibération n°60-2017 du conseil municipal donnant un avis favorable au projet de périmètre d'un syndicat mixte issu de la fusion du « syndicat intercommunal des Rue de la Noue et du Châtelet », du « syndicat intercommunal pour l'aménagement et l'entretien du bassin du Ru d'Ancoeur » et du « syndicat mixte pour l'aménagement du Ru de la vallée Javot » dont le nom devient le « syndicat mixte des Quatre vallées de la Brie »; et donnant un avis favorable aux statuts du « syndicat mixte des Quatre vallées de la Brie ».

Le Maire expose au Conseil Municipal qu'en application des statuts du Syndicat mixte des quatres rivières et du Code Général des Collectivités Territoriales, il y a lieu d'élire les délégués qui représenteront le Conseil Municipal au sein du Comité dudit Syndicat.

Le Conseil Municipal,

- **procède**, au scrutin secret, à la désignation de ses membres.

Sont élus à l'unanimité des présents :

Monsieur ROL MILAGUET Philippe,
Monsieur GOGOT Bernard,

délégué titulaire
délégué suppléant

A l'unanimité (pour : 14 contre : 0 abstentions : 0)

Indemnité de conseil

réf : 62-2017

Monsieur le Maire explique qu'une délibération fixant « l'indemnité de conseil » allouée par la Ville au Trésorier Principal doit être soumise à l'approbation du conseil municipal. Il donne lecture de la lettre du 31 août 2017 de Madame LAVALETTE Martine, Comptable du Trésor chargée des fonctions de Receveur de Commune, sollicitant l'attribution de cette indemnité pour l'année 2017.

Monsieur le Maire précise que le Conseil Municipal est habilité à fixer un pourcentage sur l'indemnité sollicitée, et qui peut aller de 0 à 100 %.

Il demande au Conseil Municipal de se prononcer sur le pourcentage à retenir.

Vu l'article 97 de la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifié relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n°82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat.

Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux.

Après en avoir délibéré, Le Conseil Municipal décide, à 1 absents et 13 voix POUR de lui accorder au taux de 100%.

A la majorité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 1)

Convention de mise à disposition de la bibliothèque du Châtelet-en-Brie

réf : 63-2017

Monsieur le maire informe que suite à la fermeture de la bibliothèque de la commune, il serait souhaitable de pouvoir offrir aux habitants la continuité de ce service le temps de réaliser un centre culturel lors de la réhabilitation de la ferme.

La convention a pour objet de préciser les axes à mettre en œuvre pour favoriser l'accès des citoyens à la lecture, au savoir, à l'information et à la culture par la mise à disposition de collections documentaires, matérielles et immatérielles.

Ces actions de coopération sont consenties à titre gracieux

Monsieur le Maire propose de faire les démarches et de signer une convention de mise à disposition avec la commune du Châtelet-en-Brie pour l'utilisation de la bibliothèque du Château des dames pour les habitants de Machault.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal **décide à l'unanimité** :

D'autorise le Maire à signer la convention régissant les règles de fonctionnement de la bibliothèque entre la commune de Machault et la commune du Châtelet-en-Brie.

A l'unanimité (pour : 14 contre : 0 abstentions : 0)

Questions diverses :

- Monsieur le maire, Christian Poteau a le plaisir d'annoncer au conseil municipal la subvention accordée à la commune d'un montant de 150 000 € pour la création de la boulangerie suite au courrier reçu de la présidente de la région Ile de France, Mme PECRESSE.

- Monsieur le maire, Christian Poteau propose de mener une réflexion sur le numérotage des voies en raison des problèmes rencontrés par les administrés.

La qualité de l'adresse (dénomination et numérotation des voies) est un élément structurant de l'aménagement du territoire qui, lorsqu'elle est de qualité, véhicule une image positive. Bien conduite, elle permet d'acquérir une meilleure visibilité extérieure et contribue à renforcer l'attractivité d'un territoire.

Le conseil municipal est favorable à ce diagnostic afin d'identifier un état des lieux de la qualité de l'adresse de la commune en matière de dénomination et numérotation : identification des voies homonymes, non numérotées, partiellement numérotées...

- Mme NORET Marie-Christine fait un point pour l'organisation du 11 novembre

Séance levée à: 20:45

En mairie, le 17/11/2017
Le Maire
Christian POTEAU